

February 22nd, 2024

Language Rights Matter Beyond the Two Official Languages.

Canada is a proudly multicultural country. Our Charter of Rights and Freedoms ensures that everyone is treated with equal respect, dignity and consideration, regardless of personal characteristics such as race, national or ethnic origin. The COVID pandemic and public communication around changing regulations and vaccine rollout information has made it clear that Canada was frequently failing to meet the needs of our linguistically diverse communities. This results in lower-than-average outcomes in healthcare, in employment, in interactions with the legal system, and overall lower participation in civic life. While there are not a lot of recent statistics from some provinces, due to a lack of mandate for institutions to collect this data, studies from other jurisdictions, [such as Nunavut](#), paint a damning picture.

The [Language Access Coalition of Canada](#), represents translators, interpreters, settlement service providers, health and social service providers, educators, and concerned citizens. A full list of Coalition members can be found [here](#). On behalf of our members, we highlight these language access challenges and propose actions the different levels of government can take to strengthen language access for all.

Here are the key policy needs we have identified:

- Proclaim Feb 22 as a Day of Language Access.
- An "[active language offer](#)" - everyone in public service settings, hospitals in particular, across Canada actively gets asked what language they would like to be served in.
- The appropriate Ministries will work with Indigenous Communities to ensure that Indigenous youth have the opportunity to learn and preserve their traditional languages.
- Increased advocacy for the wide-inclusion of French as one of Canada's official languages
- Resources for all public announcements to be signed in both ASL and LSQ.
- Mandate having "Language Services Available" ([National Interpreter Symbol](#)) posters in all public offices in Canada.

We look forward to meeting with you to discuss these asks, gain your support in promoting them to the government, and offer our assistance in drafting such a proposal. Should you have any questions, please feel to contact Nicole Fiorillo at languageadvocacyday@gmail.com.

Sincerely,

The Language Access Coalition of Canada

Le 22 février 2024

Les droits linguistiques vont au-delà des deux langues officielles.

Le Canada est un pays fièrement multiculturel. Notre *Charte des droits et libertés* garantit que chacun est traité avec le même respect, la même dignité et la même considération, indépendamment de sa race ou de son origine nationale ou ethnique. La pandémie de COVID-19 et les communications publiques concernant l'évolution de la réglementation et l'information sur le déploiement des vaccins ont clairement montré que le Canada ne répondait pas aux besoins de ses diverses communautés linguistiques. Cela se manifeste par des résultats en deçà de la moyenne en matière de soins de santé, d'emploi, d'accès au système juridique et de participation à la vie civique. Bien qu'il n'y ait pas beaucoup de statistiques récentes dans certaines provinces en raison de l'absence de mandat des institutions pour collecter ces données, des études réalisées dans d'autres provinces et territoires, [comme le Nunavut](#), dressent un tableau accablant.

La [Coalition pour l'accès linguistique au Canada](#) représente les traducteurs, les interprètes, les fournisseurs de services d'établissement, les fournisseurs de services de santé et de services sociaux, les éducateurs et les citoyens concernés. Une liste complète des membres de la Coalition est disponible [ici](#). Au nom de nos membres, nous tenons à souligner ces défis en matière d'accès linguistique et nous proposons des mesures que les diverses instances gouvernementales peuvent prendre pour renforcer l'accès linguistique pour tous.

Voici les principaux besoins politiques que nous avons recensés :

- Proclamer le 22 février comme étant la Journée de l'accès aux langues.
- Une « offre linguistique active » – dans tous les milieux de la fonction publique, en particulier dans les hôpitaux au Canada, on demande activement à tous les employés s'ils préfèrent être servis dans une langue en particulier.
- Les ministères compétents travailleront avec les communautés autochtones pour veiller à ce que les jeunes autochtones aient la possibilité d'apprendre et de préserver leurs langues traditionnelles.
- Plaidoyer accru pour une large inclusion du français comme l'une des langues officielles du Canada.
- Ressources pour toutes les annonces publiques à signer en langue des signes américaine et en langue des signes québécoise.
- Obligation d'afficher la mention « Services linguistiques disponibles » ([Symbole national de l'interprète](#)) dans toutes les fonctions publiques au Canada.

Nous sommes impatients de vous rencontrer pour discuter de ces demandes, obtenir votre soutien pour les promouvoir auprès du gouvernement et offrir notre aide pour rédiger une telle proposition. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec Nicole Fiorillo à languageadvocacyday@gmail.com.

Cordialement,

La Coalition pour l'accès linguistique au Canada